



MOTION DE LA SECTION SYNDICALE REGIONALE CCRF-FO AQUITAINE

Les agents de la section régionale CCRF-FO d'Aquitaine, réunis le 17 décembre 2014 à MONT-DE-MARSAN :

☞ **Affirment**, avec la Confédération Générale FO, leur attachement à la République une et indivisible et leur opposition à l'acte III de la décentralisation et à la réforme territoriale, qui conduisent à une balkanisation de l'action publique, qui se dissout dans le modèle européen des « hyper régions ».

☞ **Dénoncent** depuis plus de 6 ans les effets dévastateurs de la RGPP/RÉATE/MAP sur l'exercice des missions de la DGCCRF et poursuivent leur combat pour la sortie du carcan des DDI/DIRECCTE.

☞ **Constatent** que la situation est devenue catastrophique, tant pour l'exercice des missions de service public de protection du consommateur que pour les agents, soumis à des **risques psychosociaux** intenses et prolongés : les agents doivent de toute urgence retrouver des perspectives professionnelles et personnelles à la hauteur de la dimension du service public dont ils ont la charge.

☞ **Dénoncent** la situation alarmante des effectifs CCRF de la région Aquitaine, où les effectifs cibles de 3 départements (Dordogne, Landes, Lot-et-Garonne) ont été fixés au seuil critique de 10 (*contrairement aux indications mensongères de la carte des effectifs cibles au 1^{er} octobre 2014 présentée en document de travail au GT directionnel du 13 novembre dernier !!*).

☞ **Ont pris acte** de la volonté affirmée par le Ministre E. MACRON, lors du CT Ministériel du 6 octobre 2014, de **remettre à plat le dossier CCRF et d'engager une discussion franche sur le nécessaire rétablissement d'une chaîne de commandement claire et directe.**

☞ **Ont également pris acte** des propos de la Secrétaire d'État C. DELGA lors de la réunion du 21 octobre 2014, indiquant que, dans le cadre de la revue des Missions, **le périmètre des missions de la DGCCRF serait inchangé.**

☞ **Constatent** que les discussions engagées sur la restructuration du réseau DGCCRF lors du GT directionnel du 13 novembre dernier (**actant au passage le fait que les mutualisations n'apportaient pas de solutions significatives !**) ont été soudainement et sans explications interrompues, avec l'annulation de la 2^{ème} réunion prévue le 26 novembre.

☞ Exigent la reprise du dialogue, pour que soit saisie de toute urgence l'opportunité de reconstruction d'une DGCCRF cohérente et efficace qui nous est offerte face au chaos interministériel.

☞ Revendiquent :

⇒ La nécessaire confirmation de la dimension nationale des politiques publiques dévolues à la DGCCRF, assortie d'une garantie de la gestion des missions, des moyens et des personnels CCRF par la DGCCRF.

⇒ La redéfinition des structures CCRF dans une dynamique assurant une véritable chaîne de commandement effective, lisible et visible, de l'échelon central jusqu'aux niveaux déconcentrés, avec :

✓ des structures départementales CCRF de plein exercice des missions, y compris concurrence, portant le sigle « CCRF » qui est connu et reconnu !

✓ des structures régionales CCRF d'animation et de coordination,

✓ des Directeurs ou chefs de service (ayant au moins le grade d'IP) issus de la DGCCRF et disposant de l'autorité hiérarchique et fonctionnelle sur les agents en résidence,

✓ la dotation de moyens adaptés au plein exercice des missions et la répartition des effectifs privilégiant le niveau départemental, sans mobilités contraintes et sous le contrôle des CAP nationales.

☞ Appellent l'ensemble des agents DGCCRF à une mobilisation générale pour la reconstruction de la DGCCRF, en utilisant massivement des actions de boycott des statistiques.